

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2016/31334]

2 AVRIL 2015. — Décret portant assentiment à la Convention OIT n° 130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, adoptée à Genève le 25 juin 1969

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. La Convention OIT n° 130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, adoptée à Genève le 25 juin 1969, sortira son plein et entier effet.

Annexe au décret portant assentiment à la Convention OIT n° 130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, adoptée à Genève le 25 juin 1969

**Convention concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie,
adoptée par la Conférence à sa cinquante-troisième session, Genève, 25 juin 1969**

PRÉAMBULE

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 4 juin 1969, en sa cinquante-troisième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention sur l'assurance-maladie (industrie), 1927, et de la convention sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969.

PARTIE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. Aux fins de la présente convention :

(a) le terme législation comprend les lois et règlements, aussi bien que les dispositions statutaires en matière de sécurité sociale;

(b) le terme prescrit signifie déterminé par ou en vertu de la législation nationale;

(c) l'expression entreprise industrielle comprend toute entreprise relevant des branches suivantes d'activité économique : industries extractives; industries manufacturières; bâtiment et travaux publics; électricité, gaz et eau; transports, entrepôts et communications;

(d) le terme résidence désigne la résidence habituelle sur le territoire du Membre et le terme résident désigne une personne qui réside habituellement sur le territoire du Membre;

(e) l'expression à charge vise l'état de dépendance présumé existant dans des cas prescrits;

(f) le terme épouse désigne une épouse qui est à la charge de son mari;

(g) le terme enfant désigne :

(i) un enfant qui est au-dessous de l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin ou un enfant de moins de quinze ans, l'âge le plus élevé devant être pris en considération; toutefois, un Membre qui a fait une déclaration en application de l'article 2 peut, aussi longtemps que cette déclaration est en vigueur, appliquer la convention comme si le terme enfant ne visait qu'un enfant qui est au-dessous de l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin ou un enfant de moins de quinze ans;

(ii) dans des conditions prescrites, un enfant au-dessous d'un âge plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent, lorsqu'il est placé en apprentissage, poursuit ses études ou est atteint d'une maladie chronique ou d'une infirmité le rendant inapte à l'exercice d'une activité professionnelle quelconque, à moins que la législation nationale ne définisse le terme enfant comme comprenant tout enfant au-dessous d'un âge sensiblement plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent;

(h) l'expression bénéficiaire type désigne un homme ayant une épouse et deux enfants;

(i) le terme stage désigne soit une période de cotisation, soit une période d'emploi, soit une période de résidence, soit une combinaison quelconque de ces périodes, selon ce qui est prescrit;

(j) le terme maladie désigne tout état morbide, quelle qu'en soit la cause;

(k) l'expression soins médicaux comprend les services connexes.

Art. 2. 1. Un Membre dont l'économie et les ressources médicales n'ont pas atteint un développement suffisant peut, par une déclaration motivée accompagnant sa ratification, se réserver le bénéfice des dérogations temporaires prévues au sous-alinéa g) i) de l'article 1^{er}, à l'article 11, à l'article 14, à l'article 20 et au paragraphe 2 de l'article 26.

2. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, faire connaître à propos de chacune des dérogations dont il s'est réservé le bénéfice :

- (a) soit que les raisons qu'il a eues pour ce faire existent toujours;
- (b) soit qu'il renonce, à partir d'une date déterminée, à se prévaloir de la dérogation en question.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1^{er} du présent article devra, selon l'objet de sa déclaration et lorsque les circonstances le permettront :

- (a) augmenter le nombre des personnes protégées;
- (b) étendre les soins médicaux disponibles;
- (c) étendre la durée d'attribution des indemnités de maladie.

Art. 3. 1. Tout Membre dont la législation protège des salariés peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure temporairement de l'application de la présente convention les salariés du secteur agricole qui, à la date de ladite ratification, ne sont pas encore protégés par une législation conforme aux normes prévues par la convention.

2. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer dans quelle mesure il a donné suite et quelle suite il se propose de donner aux dispositions de la convention en ce qui concerne les salariés du secteur agricole, ainsi que tous progrès réalisés en vue de son application auxdits salariés, ou, s'il n'a pas de changement à signaler, fournir toutes explications appropriées.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1^{er} du présent article devra augmenter le nombre des salariés protégés du secteur agricole dans la mesure et selon le rythme permis par les circonstances.

Art. 4. 1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure de l'application de la convention :

- (a) les gens de mer, y compris les marins-pêcheurs,
- (b) les agents de la fonction publique,

lorsque ces catégories sont protégées par des régimes spéciaux qui octroient, au total, des prestations au moins équivalentes à celles qui sont prévues par la présente convention.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application du paragraphe précédent est en vigueur, le Membre peut exclure :

(a) les personnes visées par cette déclaration du nombre des personnes prises en compte pour le calcul des pourcentages prévus à l'alinéa c) de l'article 5, à l'alinéa b) de l'article 10, à l'article 11, à l'alinéa b) de l'article 19 et à l'article 20;

(b) ces mêmes personnes, ainsi que leurs épouses et leurs enfants, du nombre des personnes prises en compte pour le calcul du pourcentage prévu à l'alinéa c) de l'article 10.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article peut, par la suite, notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations de la présente convention en ce qui concerne toute catégorie exclue lors de la ratification.

Art. 5. Tout Membre dont la législation protège des salariés peut, dans la mesure nécessaire, exclure de l'application de la présente convention :

- (a) les personnes exécutant des travaux occasionnels;
- (b) les membres de la famille de l'employeur, vivant sous son toit, dans la mesure où ils travaillent pour lui;
- (c) d'autres catégories de salariés, dont le nombre ne devra pas excéder 10 pour cent de l'ensemble des salariés autres que ceux qui sont exclus en application des alinéas a) et b) du présent article.

Art. 6. En vue d'appliquer la présente convention, un Membre peut prendre en compte la protection résultant d'une assurance qui, à la date de la ratification, n'est pas obligatoire, en vertu de sa législation, pour les personnes protégées, lorsque cette assurance :

- (a) est contrôlée par les autorités publiques ou administrée en commun, conformément à des normes prescrites, par les employeurs et les travailleurs;
- (b) couvre une partie substantielle des personnes dont le gain ne dépasse pas celui de l'ouvrier masculin qualifié défini au paragraphe 6 de l'article 22;
- (c) satisfait, conjointement avec les autres formes de protection, s'il y a lieu, aux dispositions de la convention.

Art. 7. Les éventualités couvertes doivent comprendre :

- (a) le besoin de soins médicaux de caractère curatif et, dans des conditions prescrites, le besoin de soins médicaux de caractère préventif;
- (b) l'incapacité de travail résultant d'une maladie et entraînant la suspension du gain, telle qu'elle est définie par la législation nationale.

PARTIE II. — SOINS MEDICAUX

Art. 8. Tout Membre doit garantir aux personnes protégées, conformément aux conditions prescrites, les soins médicaux de caractère curatif et préventif, en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa a) de l'article 7.

Art. 9. Les soins médicaux visés à l'article 8 doivent tendre à préserver, à rétablir ou à améliorer la santé de la personne protégée, ainsi que son aptitude à travailler et à faire face à ses besoins personnels.

Art. 10. Les personnes protégées en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *a*) de l'article 7 doivent comprendre :

- (a) soit tous les salariés, y compris les apprentis, ainsi que leurs épouses et leurs enfants;
- (b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active, formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble de la population économiquement active, ainsi que les épouses et les enfants des personnes appartenant auxdites catégories;
- (c) soit des catégories prescrites de résidents, formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble des résidents.

Art. 11. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 2 est en vigueur, les personnes protégées en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *a*) de l'article 7 doivent comprendre :

- (a) soit des catégories prescrites de salariés, formant, au total, 25 pour cent au moins de l'ensemble des salariés, ainsi que les épouses et les enfants des salariés appartenant auxdites catégories;
- (b) soit des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 pour cent au moins de l'ensemble des salariés occupés dans des entreprises industrielles, ainsi que les épouses et les enfants des salariés appartenant auxdites catégories.

Art. 12. Les personnes qui reçoivent des prestations de sécurité sociale en cas d'invalidité, de vieillesse, de décès du soutien de famille ou de chômage, ainsi que, le cas échéant, les épouses et les enfants de ces personnes, continueront, dans des conditions prescrites, à être protégées en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *a*) de l'article 7.

Art. 13. Les soins médicaux visés à l'article 8 doivent comprendre au moins :

- (a) les soins de praticiens de médecine générale, y compris les visites à domicile;
- (b) les soins de spécialistes donnés dans des hôpitaux à des personnes hospitalisées ou non hospitalisées et les soins de spécialistes qui peuvent être donnés hors des hôpitaux;
- (c) la fourniture des produits pharmaceutiques nécessaires sur ordonnance d'un médecin ou d'un autre praticien qualifié;
- (d) l'hospitalisation, lorsqu'elle est nécessaire;
- (e) les soins dentaires, selon ce qui est prescrit;
- (f) la réadaptation médicale, y compris la fourniture, l'entretien et le remplacement des appareils de prothèse ou d'orthopédie, selon ce qui est prescrit.

Art. 14. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 2 est en vigueur, les soins médicaux visés à l'article 8 doivent comprendre au moins :

- (a) les soins de praticiens de médecine générale, y compris, dans la mesure du possible, les visites à domicile;
- (b) les soins de spécialistes donnés dans des hôpitaux à des personnes hospitalisées ou non hospitalisées et, dans la mesure du possible, les soins de spécialistes qui peuvent être donnés hors des hôpitaux;
- (c) la fourniture des produits pharmaceutiques nécessaires sur ordonnance d'un médecin ou d'un autre praticien qualifié;
- (d) l'hospitalisation, lorsqu'elle est nécessaire.

Art. 15. Si la législation d'un Membre subordonne le droit aux soins médicaux visés à l'article 8 à l'accomplissement d'un stage par la personne protégée ou par son soutien de famille, les conditions de ce stage doivent être telles que les personnes qui appartiennent normalement aux groupes de personnes protégées ne soient pas privées du bénéfice de ces prestations.

Art. 16. 1. Les soins médicaux visés à l'article 8 doivent être assurés pendant toute la durée de l'éventualité.

2. Lorsqu'un bénéficiaire cesse d'appartenir à l'un des groupes de personnes protégées, le droit ultérieur aux soins médicaux pour un cas de maladie qui a débuté alors que l'intéressé faisait encore partie dudit groupe peut être limité à une période prescrite, dont la durée ne doit pas être inférieure à vingt-six semaines, étant entendu que les prestations en question ne doivent pas cesser aussi longtemps que le bénéficiaire continue à recevoir des indemnités de maladie.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, la durée des soins médicaux doit être étendue dans le cas de maladies reconnues comme nécessitant des soins prolongés, selon ce qui est prescrit.

Art. 17. Si la législation d'un Membre prévoit que le bénéficiaire ou son soutien de famille sont tenus de participer aux frais des soins médicaux visés à l'article 8, les règles relatives à cette participation doivent être établies de telle sorte qu'elles n'entraînent pas une charge trop lourde et ne risquent pas de rendre moins efficace la protection médicale et sociale.

PARTIE III. — INDEMNITES DE MALADIE

Art. 18. Tout Membre doit garantir aux personnes protégées, conformément aux conditions prescrites, l'attribution d'indemnités de maladie, en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7.

Art. 19. Les personnes protégées en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7 doivent comprendre :

- (a) soit tous les salariés, y compris les apprentis;
- (b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active, formant, au total, 75 pour cent au moins de l'ensemble de la population économiquement active;
- (c) soit tous les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites, conformément aux dispositions de l'article 24.

Art. 20. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 2 est en vigueur, les personnes protégées en ce qui concerne l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7 doivent comprendre :

- (a) soit des catégories prescrites de salariés, formant, au total, 25 pour cent au moins de l'ensemble des salariés;
- (b) soit des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 pour cent au moins de l'ensemble des salariés occupés dans des entreprises industrielles.

Art. 21. Les indemnités de maladie visées à l'article 18 doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

(a) conformément aux dispositions, soit de l'article 22, soit de l'article 23, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

(b) conformément aux dispositions de l'article 24, lorsque sont protégés tous les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

Art. 22. 1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des indemnités, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7, doit être tel que, pour le bénéficiaire type, il soit au moins égal, dans l'éventualité dont il s'agit, à 60 pour cent du total du gain antérieur du bénéficiaire et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.

2. Le gain antérieur du bénéficiaire est calculé conformément à des règles prescrites et, lorsque les personnes protégées sont réparties en classes suivant leurs gains, le gain antérieur peut être calculé d'après les gains de base des classes auxquelles elles ont appartenu.

3. Un maximum peut être prescrit pour le montant des indemnités ou pour le gain qui est pris en compte dans le calcul des prestations, sous réserve que ce maximum soit fixé de telle sorte que les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article soient satisfaites lorsque le gain antérieur du bénéficiaire est égal ou inférieur au salaire d'un ouvrier masculin qualifié.

4. Le gain antérieur du bénéficiaire, le salaire de l'ouvrier masculin qualifié, les indemnités et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.

5. Pour les autres bénéficiaires, les indemnités sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.

6. Pour l'application du présent article, un ouvrier masculin qualifié est :

(a) soit un ajusteur ou un tourneur dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;

(b) soit un ouvrier qualifié type, défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant;

(c) soit une personne dont le gain est égal ou supérieur aux gains de 75 pour cent de toutes les personnes protégées, ces gains étant déterminés sur une base annuelle ou sur la base d'une période plus courte, selon ce qui est prescrit;

(d) soit une personne dont le gain est égal à 125 pour cent du gain moyen de toutes les personnes protégées.

7. L'ouvrier qualifié type, pour l'application de l'alinéa *b*) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1968, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.

8. Lorsque les prestations varient d'une région à une autre, un ouvrier masculin qualifié peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

9. Le salaire de l'ouvrier masculin qualifié est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

Art. 23. 1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des indemnités, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7, doit être tel que, pour le bénéficiaire type, il soit au moins égal, dans l'éventualité dont il s'agit, à 60 pour cent du total du salaire du manœuvre ordinaire adulte masculin et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.

2. Le salaire du manœuvre ordinaire adulte masculin, les indemnités et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.

3. Pour les autres bénéficiaires, les indemnités sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.

4. Pour l'application du présent article, le manœuvre ordinaire adulte masculin est :

(a) soit un manœuvre type dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;

(b) soit un manœuvre type défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

5. Le manœuvre type, pour l'application de l'alinéa *b*) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité visée à l'alinéa *b*) de l'article 7, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1968, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.

6. Lorsque les indemnités varient d'une région à une autre, un manœuvre ordinaire adulte masculin peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article.

7. Le salaire du manœuvre ordinaire adulte masculin est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

Art. 24. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique :

(a) le montant des indemnités doit être fixé selon un barème prescrit, ou selon un barème arrêté par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;

(b) le montant des indemnités ne peut être réduit que dans la mesure où les autres ressources de la famille du bénéficiaire dépassent des montants substantiels prescrits ou arrêtés par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;

(c) le total des indemnités et des autres ressources, après déduction des montants substantiels visés à l'alinéa précédent, doit être suffisant pour assurer à la famille du bénéficiaire des conditions de vie saines et convenables et ne doit pas être inférieur au montant des indemnités calculé conformément aux dispositions de l'article 23;

(d) les dispositions de l'alinéa précédent seront considérées comme satisfaites si le montant total des indemnités payées en vertu de la présente convention dépasse d'au moins 30 pour cent le montant total des indemnités que l'on obtiendrait en appliquant les dispositions de l'article 23 et les dispositions de l'alinéa b) de l'article 19.

Art. 25. Si la législation d'un Membre subordonne le droit aux indemnités de maladie visées à l'article 18 à l'accomplissement d'un stage par la personne protégée, les conditions de ce stage doivent être telles que les personnes qui appartiennent normalement aux groupes de personnes protégées ne soient pas privées du bénéfice de ces indemnités.

Art. 26. 1. Les indemnités de maladie visées à l'article 18 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité; toutefois, la durée d'attribution de ces indemnités peut être limitée à cinquante-deux semaines au minimum, pour chaque cas d'incapacité, selon ce qui est prescrit.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 2 est en vigueur, la durée d'attribution des indemnités de maladie visées à l'article 18 peut être limitée à vingt-six semaines au minimum, pour chaque cas d'incapacité, selon ce qui est prescrit.

3. Si la législation d'un Membre prévoit que les indemnités de maladie ne sont servies qu'à l'expiration d'un délai d'attente, ce délai ne doit pas excéder les trois premiers jours de suspension du gain.

Art. 27. 1. En cas de décès d'une personne qui recevait ou qui avait acquis le droit de recevoir les indemnités de maladie visées à l'article 18, une prestation pour frais funéraires doit, conformément aux conditions prescrites, être versée à ses survivants, à d'autres personnes qui étaient à sa charge ou à la personne qui a supporté la charge des frais funéraires.

2. Un Membre peut déroger aux dispositions du paragraphe précédent lorsque les conditions suivantes sont réunies :

(a) s'il a accepté les obligations de la partie IV de la convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967;

(b) si la législation accorde des indemnités de maladie à un taux qui n'est pas inférieur à 80 pour cent du gain des personnes protégées;

(c) si des assurances volontaires, contrôlées par les autorités publiques, garantissent une prestation pour frais funéraires à la majorité des personnes protégées.

PARTIE IV. — DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 28. 1. Les prestations auxquelles une personne protégée aurait eu droit en application de la présente convention peuvent être suspendues, dans une mesure qui peut être prescrite :

(a) aussi longtemps que l'intéressé ne se trouve pas sur le territoire du Membre;

(b) aussi longtemps que l'intéressé est indemnisé pour la même éventualité par une tierce partie, dans la limite de l'indemnité provenant de la tierce partie;

(c) lorsque l'intéressé a essayé frauduleusement d'obtenir les prestations en question;

(d) lorsque l'éventualité a été provoquée par un crime ou un délit commis par l'intéressé;

(e) lorsque l'éventualité a été provoquée par une faute grave et intentionnelle de l'intéressé;

(f) lorsque l'intéressé néglige, sans raison valable, d'utiliser les soins médicaux et les services de réadaptation qui sont à sa disposition, ou n'observe pas les règles prescrites pour la vérification de l'existence de l'éventualité ou pour la conduite des bénéficiaires de prestations;

(g) lorsqu'il s'agit des indemnités de maladie visées à l'article 18, aussi longtemps que l'intéressé est entretenu sur des fonds publics ou aux frais d'une institution ou d'un service de sécurité sociale;

(h) lorsqu'il s'agit des indemnités de maladie visées à l'article 18, aussi longtemps que l'intéressé reçoit d'autres prestations en espèces de sécurité sociale, à l'exception de prestations familiales, sous réserve que la fraction des indemnités qui est suspendue n'excède pas le montant des autres prestations.

2. Dans les cas et dans les limites qui sont prescrits, une partie des indemnités de maladie qui auraient été normalement allouées doit être servie aux personnes à la charge de l'intéressé.

Art. 29. 1. Tout requérant doit avoir le droit de former appel en cas de refus des prestations ou de contestation sur leur qualité ou leur quantité.

2. Lorsque, dans l'application de la présente convention, l'administration des soins médicaux est confiée à un département gouvernemental responsable devant un parlement, le droit d'appel prévu au paragraphe précédent peut être remplacé par le droit de faire examiner par l'autorité compétente toute réclamation visant le refus de soins médicaux ou la qualité des soins médicaux reçus.

Art. 30. 1. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale en ce qui concerne le service des prestations attribuées en application de la présente convention et prendre toutes mesures utiles à cet effet.

2. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale pour la bonne administration des institutions et services qui concourent à l'application de la présente convention.

Art. 31. Lorsque l'administration n'est pas assurée par une institution réglementée par les autorités publiques ou par un département gouvernemental responsable devant un parlement :

(a) des représentants des personnes protégées doivent participer à l'administration dans des conditions prescrites;

(b) la législation nationale doit prévoir, dans les cas appropriés, la participation de représentants des employeurs;

(c) la législation nationale peut aussi prévoir la participation de représentants des autorités publiques.

Art. 32. Tout Membre doit assurer, sur son territoire, aux non-nationaux qui y résident ou y travaillent normalement l'égalité de traitement avec ses propres ressortissants, en ce qui concerne le droit aux prestations prévues par la présente convention.

Art. 33. 1. Lorsqu'un Membre :

(a) a accepté les obligations de la présente convention sans faire usage des dérogations et exclusions prévues à l'article 2 et à l'article 3,

(b) accorde au total des prestations supérieures à celles prévues par la présente convention et consacre à l'ensemble des dépenses afférentes, en ce qui concerne les soins médicaux et les indemnités de maladie, une fraction de son revenu national au moins égale à 4 pour cent,

(c) satisfait au moins à deux des trois conditions suivantes :

(i) protéger un pourcentage de la population économiquement active qui est au moins de dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 10, alinéa *b*), et à l'article 19, alinéa *b*), ou un pourcentage de l'ensemble des résidents qui est au moins de dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 10, alinéa *c*),

(ii) garantir des soins médicaux, de caractère curatif et de caractère préventif, sensiblement plus développés qu'il n'est prévu à l'article 13,

(iii) garantir des indemnités de maladie, d'un montant correspondant à un pourcentage d'au moins dix unités plus élevé que celui fixé aux articles 22 et 23,

un tel Membre peut, après consultation des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs, s'il en existe, déroger, à titre temporaire, à certaines dispositions des parties II et III de la convention, sans que de telles dérogations puissent réduire de manière fondamentale les garanties essentielles de la convention ou y porter atteinte.

2. Tout Membre ayant eu recours à de telles dérogations indiquera, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions faisant l'objet de ces dérogations et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

Art. 34. La présente convention ne s'applique pas :

(a) aux éventualités survenues avant son entrée en vigueur pour le Membre intéressé;

(b) aux prestations attribuées pour des éventualités survenues après son entrée en vigueur pour le Membre intéressé, dans la mesure où les droits à ces prestations proviennent de périodes antérieures à la date de ladite entrée en vigueur.

PARTIE V. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 35. La présente convention révisé la convention sur l'assurance-maladie (industrie), 1927, et la convention sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927.

Art. 36. 1. Conformément aux dispositions de l'article 75 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, la partie III de ladite convention et les dispositions correspondantes dans les autres parties de cette même convention cesseront d'être applicables à tout Membre qui ratifiera la présente convention, dès la date à laquelle les dispositions de cette convention lieront ce Membre, sans qu'une déclaration en application de l'article 3 soit en vigueur.

2. A condition qu'une déclaration en application de l'article 3 ne soit pas en vigueur, l'acceptation des obligations de la présente convention sera considérée, aux fins de l'article 2 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, comme constituant l'acceptation des obligations de la partie III de cette convention et des dispositions correspondantes dans les autres parties de cette même convention.

Art. 37. Lorsqu'il en sera ainsi disposé dans une convention adoptée ultérieurement par la Conférence et portant sur une ou plusieurs des matières traitées par la présente convention, les dispositions de celle-ci qui seront spécifiées dans la convention nouvelle cesseront de s'appliquer à tout Membre ayant ratifié cette dernière, dès la date de son entrée en vigueur pour le Membre intéressé.

Art. 38. Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 39. 1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 40. 1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Art. 41. 1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Art. 42. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Art. 43. Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Art. 44. 1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

(a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 40 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

(b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Art. 45. Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Annexe

CLASSIFICATION INTERNATIONALE TYPE, PAR INDUSTRIE, DE TOUTES LES BRANCHES D'ACTIVITE ECONOMIQUE (Révisée en 1969)

Nomenclature des branches, catégories et classes

Catégories	Classes	
<i>Branche 1. – Agriculture, chasse, sylviculture et pêche</i>		
11		Agriculture et chasse.
	111	Production agricole et élevage.
	112	Activités annexes de l'agriculture.
	113	Chasse, piégeage et repeuplement en gibier.
12		Sylviculture et exploitation forestière.
	121	Sylviculture.
	122	Exploitation forestière.
13	30	Pêche.
<i>Branche 2. – Industries extractives</i>		
21	210	Extraction du charbon.
22	220	Production de pétrole brut et de gaz naturel.
23	230	Extraction des minerais métalliques.
29	290	Extraction d'autres minéraux.
<i>Branche 3. – Industries manufacturières</i>		
31		Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs.
	311-312	Industries alimentaires.
	313	Fabrication des boissons.
	314	Industrie du tabac.
32		Industries des textiles, de l'habillement et du cuir.
	321	Industrie textile.
	322	Fabrication d'articles d'habillement, à l'exclusion des chaussures.
	323	Industrie du cuir, des articles en cuir et en succédanés du cuir, et de la fourrure, à l'exclusion des chaussures et des articles d'habillement.
	324	Fabrication des chaussures, à l'exclusion des chaussures en caoutchouc vulcanisé ou moulé et des chaussures en matière plastique.
33		Industrie du bois et fabrication d'ouvrages en bois, y compris les meubles.
	331	Industries du bois et fabrication d'ouvrages en bois et en liège, à l'exclusion des meubles.
	332	Fabrication de meubles et d'accessoires, à l'exclusion des meubles et accessoires faits principalement en métal.

34		Fabrication de papier et d'articles en papier; imprimerie et édition.
	341	Fabrication de papier et d'articles en papier.
	342	Imprimerie, édition et industries annexes.
35		Industrie chimique et fabrication de produits chimiques, de dérivés du pétrole et du charbon, et d'ouvrages en caoutchouc et en matière plastique.
	351	Industrie chimique.
	352	Fabrication d'autres produits chimiques.
	353	Raffineries de pétrole.
	354	Fabrication de divers dérivés du pétrole et du charbon.
	355	Industrie du caoutchouc.
	356	Fabrication d'ouvrages en matière plastique non classés ailleurs.
36		Fabrication de produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon.
	361	Fabrication des grès, porcelaines et faïences.
	362	Industrie du verre.
	369	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques.
37		Industrie métallurgique de base.
	371	Sidérurgie et première transformation de la fonte, du fer et de l'acier.
	372	Production et première transformation des métaux non ferreux.
38		Fabrication d'ouvrages en métaux, de machines et de matériel.
	381	Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel.
	382	Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques.
	383	Fabrication de machines, d'appareils et fournitures électriques.
	384	Construction de matériel de transport.
	385	Fabrication de matériel médico-chirurgical, d'instruments de précision, d'appareils de mesure et de contrôle, non classés ailleurs, de matériel photographique et d'instruments d'optique.
39	390	Autres industries manufacturières.

Branche 4. – Electricité, gaz et eau.

41	410	Electricité, gaz et vapeur.
42	420	Installations de distribution d'eau et distribution publique de l'eau.

Branche 5. – Bâtiment et travaux publics

50	500	Bâtiment et travaux publics.
----	-----	------------------------------

Branche 6. – Commerce de gros et de détail; restaurants et hôtels

61	610	Commerce de gros.
62	620	Commerce de détail.
63		Restaurants et hôtels.
	631	Restaurants et débits de boissons.
	632	Hôtels, hôtels meublés et établissements analogues; terrains de camping.

Branche 7. – Transports, entrepôts et communications

71		Transports et entrepôts.
	711	Transports par la voie terrestre.
	712	Transports par eau.
	713	Transports aériens.
	719	Services auxiliaires des transports.
72	720	Communications.

Branche 8. – Banque, assurances, affaires immobilières et services fournis aux entreprises

81	810	Etablissements financiers.
----	-----	----------------------------

82	820	Assurances.
83		Affaires immobilières et services fournis aux entreprises.
	831	Affaires immobilières.
	832	Services fournis aux entreprises, à l'exclusion de la location de machines et de matériel.
	833	Location de machines et de matériel.

Branche 9. – Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels

91	910	Administration publique et défense nationale.
92	920	Services sanitaires et services analogues.
93		Services sociaux et services connexes fournis à la collectivité.
	931	Enseignement.
	932	Institutions scientifiques et centres de recherche.
	933	Services médicaux et dentaires et autres services sanitaires, et services vétérinaires.
	934	Oeuvres sociales.
	935	Associations commerciales, professionnelles et syndicales.
	939	Autres services sociaux et services connexes fournis à la collectivité.
94		Services récréatifs et services culturels annexes.
	941	Films cinématographiques et autres services récréatifs.
	942	Bibliothèques, musées, jardins botaniques et zoologiques et autres services culturels non classés ailleurs.
	949	Amusements et services récréatifs non classés ailleurs.
95		Services fournis aux particuliers et aux ménages.
	951	Services de réparation non classés ailleurs.
	952	Blanchisserie, teinturerie.
	953	Services domestiques.
	959	Services personnels divers.
96	960	Organisations internationales et autres organismes extra territoriaux.

Branche 0. – Activités mal désignées

0	000	Activités mal désignées.
---	-----	--------------------------

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-troisième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 25 juin 1969.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1969.

Le Président de la Conférence,

J. MÖRI

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

David A. MORSE

Bruxelles, le 20 mars 2015.

La Présidente,

Le Secrétaire

Le Greffier

Pour la Commission Communautaire Française :

Bruxelles, le 2 avril 2015.

Fadila LAANAN,

Ministre-Présidente du Collège.

Rudi VERVOORT

Membre du Collège

Cécile JODOGNE

Membre du Collège

Didier GOSUIN

Membre du Collège

Céline FREMAULT

Membre du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31334]

2 APRIL 2015. — Decreet houdende instemming met het IAO-Verdrag nr. 130 betreffende de geneeskundige verzorgingen en de uitkeringen wegens ziekte, aangenomen in Genève op 25 juni 1969

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie die bedoeld wordt in de artikelen 127 en 128 hiervan.

Art. 2. Het IAO-Verdrag nr. 130 betreffende de geneeskundige verzorgingen en de uitkeringen wegens ziekte, aangenomen in Genève op 25 juni 1969, zal volkomen gevolgd hebben.

Bijlage bij het decreet houdende instemming met het IAO-Verdrag nr. 130 betreffende de geneeskundige verzorgingen en de uitkeringen wegens ziekte, aangenomen in Genève op 25 juni 1969

Verdrag betreffende de geneeskundige verzorgingen en de uitkeringen wegens ziekte, aangenomen door de Conferentie tijdens haar drieënvijftigste zitting, Genève, 25 juni 1969

AANHEF

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie,

Bijgegeroepen te Genève door de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar bijeengekomen op 4 juni 1969 in haar drieënvijftigste zitting;

Na de beslissing om diverse voorstellen goed te keuren met betrekking tot de herziening van het verdrag over de ziekteverzekering (industrie), 1927, en van de het verdrag over de ziekteverzekering (landbouw), 1927, een kwestie die het vijfde agendapunt vormt van de zitting;

Besloten hebbende dat deze voorstellen de vorm zouden krijgen van een internationaal verdrag,

Neemt heden de vijftiende juni van het jaar negentienhonderdnegenenzestig het volgende verdrag aan, dat kan worden aangehaald als het Verdrag inzake geneeskundige verzorgingen en uitkeringen wegens ziekte, 1969.

DEEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Volgens dit verdrag :

(a) de term wetgeving bevat de wetten en reglementeringen, evenals de statutaire bepalingen inzake sociale zekerheid;

(b) de term 'bepaalt' betekent bepaald door of krachtens de nationale wetgeving;

(c) de uitdrukking 'industriële onderneming' bevat alle ondernemingen die behoren tot de volgende takken van economische activiteit : extractieve industrieën; fabrieksindustrieën; bouwbedrijven en openbare werken; elektriciteit, gas en water; transport, opslag en communicatie;

(d) de term 'residentie' verwijst naar de gewone verblijfplaats op het grondgebied van het Lid en de term 'resident' verwijst naar een persoon die gewoonlijk verblijft op het grondgebied van het Lid;

(e) de uitdrukking 'ten laste van' heeft betrekking op de vermoedelijke staat van afhankelijkheid in voorgeschreven gevallen;

(f) de term echtgenote verwijst naar een echtgenote die afhankelijk is van haar echtgenoot;

(g) de term kind verwijst naar :

(i) een kind dat zich onder de leeftijd bevindt waarop de schoolplicht eindigt of een kind van jonger dan vijftien jaar, de oudste leeftijd alvorens je in overweging genomen wordt; een Lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van artikel 2 kan echter, zolang deze verklaring van kracht is, het verdrag toepassen alsof de term kind slechts een kind zou beogen dat jonger is dan de leeftijd waarop de schoolplicht eindigt of een kind jonger dan vijftien jaar;

(ii) onder voorgeschreven voorwaarden, een kind jonger dan de hoogste leeftijd aangeduid in de voorgaande sub-afdeling, wanneer het leerschool volgt, zijn studies verderzet, of aan een chronische ziekte lijdt of aan een gebrek dat iedere professionele activiteit onmogelijk maakt, tenzij de nationale wetgeving de term kind definieert als ieder kind jonger dan een leeftijd die beduidend hoger ligt dan deze aangeduid in de voorgaande sub-afdeling ;

(h) de term voorbeeldbegunstigde verwijst naar een man met een echtgenote en twee kinderen;

(i) de term 'stage' heeft betrekking op oftewel een le terme stage désigne soit une période de cotisation, soit une période d'emploi, soit une période de résidence, soit une combinaison quelconque de ces périodes, selon ce qui est prescrit;

(j) de term 'ziekte' heeft betrekking op elke ziekelijke toestand, wat hier ook de oorzaak van is;

k) de uitdrukking 'medische zorgen' bevat de verwante diensten.

Art. 2. 1. Een Lid dat op economisch en medisch gebied nog niet voldoende tot ontwikkeling is gekomen kan door een bij de akte van bekrachtiging gevoegde gemotiveerde verklaring zich het recht voorbehouden tot tijdelijke toepassing van de afwijkende bepalingen, voorzien in subafdeling g), i) van het artikel 1, van artikel 11, artikel 14, artikel 20 en van afdeling 2 van artikel 26.

2. Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van het voorgaande Lid moet, in de verslagen over de toepassing van deze overeenkomst die hij moet voorstellen krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie, voor elk van deze afwijkingen waarvan hij gebruik gemaakt heeft het volgende laten weten :

(a) dat de redenen voor de toepassing nog steeds bestaan;

(b) dat het met ingang van een bepaalde datum afziet van zijn recht tot toepassing van de afwijking in kwestie.

3. Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van Lid 1 van dit artikel zal, naargelang het onderwerp van zijn verklaring en indien de omstandigheden dit zullen toelaten :

- (a) het aantal beschermde personen verhogen;
- (b) de beschikbare medische zorgen uitbreiden;
- (c) de toekenningsduur voor ziekte-uitkeringen verlengen.

Art. 3. Elk Lid wiens wetgeving werknemers beschermt, kan door een bij de akte van bekrachtiging gevoegde verklaring tijdelijk van de toepassing van dit Verdrag uitzonderen de werknemers in de agrarische sector, die ten tijde van bedoelde bekrachtiging nog niet door een wettelijke regeling overeenkomstig de normen van dit Verdrag beschermd zijn.

Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het voorgaande lid, moet in de verslagen over de toepassing van dit Verdrag, die hij ingevolge artikel 22 van het statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet voorstellen, aangeven in welke mate uitvoering is gegeven of welke uitvoering men zich voorstelt te geven aan de bepalingen van het verdrag met betrekking tot de werknemers in de agrarische sector, alsmede elke vooruitgang welke geboekt is met het oog op de toepassing van het Verdrag op zodanige werknemers, of, als er geen verandering te melden is, een verklaring daarvan verstrekken.

Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd in toepassing van het eerste lid van dit artikel moet, naar mate de omstandigheden dit toelaten en volgens het ritme hiervan, het aantal beschermde werknemers in de agrarische sector verhogen.

Art. 4. 1. Elk Lid dat dit Verdrag bekrachtigt, kan door een bij de akte van bekrachtiging gevoegde verklaring van de toepassing van het Verdrag uitsluiten :

- (a) zeevarenden, met inbegrip van zeevissers,
- (b) overheidsdienaren,

wanneer deze categorieën beschermd worden door bijzondere regelingen, die, over het geheel genomen, voorzien in uitkeringen welke ten minste gelijkwaardig zijn aan de uitkeringen die door dit Verdrag worden voorgeschreven.

2. Wanneer een ingevolge het vorige lid afgelegde verklaring van kracht is, kan het Lid :

(a) de personen, die in deze verklaring zijn bedoeld uitzonderen van het aantal personen, dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de percentages bedoeld in alinea (c) van artikel 5, alinea (b) van artikel 10, artikel 11, alinea (b) van artikel 19 en artikel 20;

(b) deze zelfde personen, alsmede hun echtgenoten en kinderen uitzonderen van het aantal personen, dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van het percentage bedoeld in alinea (c) van artikel 10.

3. Elk Lid dat een verklaring ingevolge de bepalingen van lid 1 van dit artikel heeft afgelegd, kan later de Directeur-Generaal van het Internationale Arbeidsbureau ervan in kennis stellen, dat het de verplichtingen van dit Verdrag aanvaardt met betrekking tot alle categorieën die het bij zijn bekrachtiging heeft uitgesloten.

Art. 5. Elk Lid wiens wetgeving werknemers beschermt, kan indien nodig, van de toepassing van dit Verdrag uitzonderen :

- (a) personen, die gelegenheidswerk verrichten;
- (b) inwonende gezinsleden van de werkgever voor zover zij voor hem werken;
- (c) andere categorieën van werknemers, waarvan het aantal niet meer mag bedragen dan 10% van het totaal der werknemers, ongerekend zij die door toepassing van de alinea's (a) en (b) van dit artikel zijn uitgezonderd.

Art. 6. Voor de toepassing van dit Verdrag mag een Lid rekening houden met de bescherming, voortvloeiende uit een verzekering die op de datum van de bekrachtiging krachtens zijn wetgeving niet verplicht is voor de beschermde personen, wanneer deze verzekering :

- (a) onder toezicht staat van de overheid of volgens voorgeschreven regels door werkgevers en werknemers gezamenlijk wordt beheerd;
- (b) een belangrijk aantal personen omvat wier inkomen niet hoger is dan dat van de geschoolde mannelijke arbeider, nader omschreven in lid 6 van artikel 22;
- (c) voldoet aan de bepalingen van het Verdrag, indien nodig tezamen met andere vormen van bescherming.

Art. 7. De verzekerde eventualiteiten moeten omvatten :

- (a) de noodzaak tot geneeskundige verzorging van genezende aard en, onder bepaalde voorwaarden, de noodzaak tot geneeskundige verzorging van preventieve aard;
- (b) arbeidsongeschiktheid als gevolg van een ziekte welke derving van inkomsten met zich meebrengt zoals die door de nationale wettelijke regeling wordt bepaald.

DEEL II. — MEDISCHE VERZORGINGEN

Art. 8. Elk Lid moet met betrekking tot de in alinea (a) van artikel 7 bedoelde eventualiteit overeenkomstig de voorgeschreven bepalingen aan de beschermde personen geneeskundige verzorging van genezende of preventieve aard waarborgen.

Art. 9. De geneeskundige verzorging, als bedoeld in artikel 8, moet verleend worden om de gezondheid van de beschermde persoon, alsmede zijn arbeidsgeschiktheid in stand te houden, te herstellen of te verbeteren en om in zijn persoonlijke behoeften te voorzien.

Art. 10. Met betrekking tot de in alinea (a) van artikel 7 bedoelde eventualiteit moeten tot de beschermde personen worden gerekend :

- (a) alle loontrekkenden met inbegrip van de leerlingen, alsmede hun echtgenoten en hun kinderen;
- (b) voorgeschreven groepen van het economisch actieve deel der bevolking, welke ten minste 75 % uitmaken van het gehele economisch actieve deel der bevolking, alsmede de echtgenoten en de kinderen van de tot de bedoelde groepen behorende personen;
- (c) voorgeschreven groepen ingezetenen, welke ten minste 75 % uitmaken van alle ingezetenen.

Art. 11. Wanneer een krachtens artikel 2 afgelegde verklaring van kracht is, moeten met betrekking tot de in alinea (a) van artikel 7 bedoelde eventualiteit tot de beschermde personen worden gerekend :

(a) voorgeschreven groepen van loontrekkenden, welke ten minste 25 % uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, alsmede de vrouwen en kinderen van de tot de bedoelde groepen behorende loontrekkenden;

(b) voorgeschreven groepen van loontrekkenden in industriële ondernemingen, welke ten minste 50 % uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, werkzaam in industriële ondernemingen, alsmede de echtgenoten en de kinderen van de tot de bedoelde groepen behorende loontrekkenden.

Art. 12. Personen die een sociale zekerheidsuitkering ontvangen wegens invaliditeit, ouderdom, overlijden van de kostwinner, of werkloosheid en in voorkomend geval, de echtgenoten en de kinderen van deze personen, moeten onder de voorgeschreven voorwaarden, met betrekking tot de in alinea (a) van artikel 7 bedoelde eventualiteit tot de beschermde personen blijven behoren.

Art. 13. De geneeskundige verzorging, bedoeld in artikel 8, moet ten minste omvatten :

(a) de hulp van huisartsen, met inbegrip van huisbezoeken;

(b) de hulp van specialisten verleend in ziekenhuizen aan patiënten, die opgenomen zijn en aan patiënten die niet opgenomen zijn en specialistische hulp die buiten ziekenhuizen kan worden verleend;

(c) de verstrekking van noodzakelijke geneesmiddelen op voorschrift van een geneeskundige of een andere daartoe bevoegde persoon;

(d) opneming in een ziekenhuis, wanneer zulks nodig is;

(e) tandheelkundige zorg als voorgeschreven;

(f) geneeskundige revalidatie, waaronder begrepen de verstrekking, het onderhoud en de vervanging van prothesen en orthopedische middelen, als voorgeschreven.

Art. 14. Wanneer een krachtens artikel 2 afgelegde verklaring van kracht is, moet de in artikel 8 bedoelde geneeskundige verzorging ten minste omvatten :

(a) de hulp van huisartsen, zo mogelijk met inbegrip van huisbezoeken;

(b) de hulp van specialisten, verleend in ziekenhuizen aan patiënten die opgenomen zijn en aan patiënten die niet opgenomen zijn en zo mogelijk specialistische hulp, die buiten ziekenhuizen kan worden verleend;

(c) de verstrekking van noodzakelijke geneesmiddelen op voorschrift van een geneeskundige of een andere daartoe bevoegde persoon;

(d) opneming in een ziekenhuis, wanneer zulks nodig is.

Art. 15. Wanneer de wetgeving van een Lid het recht op geneeskundige verzorging, als bedoeld in artikel 8, afhankelijk stelt van de vervulling van een wachttijd door de beschermde persoon of door zijn kostwinner, moeten de bepalingen betreffende die wachttijd zodanig zijn, dat personen die gewoonlijk tot de groepen van beschermde personen behoren, het recht op verstrekkingen niet wordt ontzegd.

Art. 16. 1. De in artikel 8 bedoelde geneeskundige verzorging moet worden verleend tijdens de gehele duur van de eventualiteit.

2. Wanneer een rechthebbende niet meer tot een van de groepen van beschermde personen behoort, kan een verdere aanspraak op geneeskundige verzorging voor een ziektegeval dat aangevangen is toen hij nog tot de bedoelde groep behoorde, beperkt worden tot een voorgeschreven periode die niet korter mag zijn dan 26 weken met dien verstande dat de geneeskundige verzorging niet mag eindigen, zolang de rechthebbende nog ziekengeld ontvangt.

3. Ongeacht de bepalingen in het vorige lid moet de duur van de geneeskundige verzorging voor ziekten, waarvan erkend wordt, dat ze een langdurige verzorging nodig maken, verlengd worden.

Art. 17. Wanneer de wetgeving van een Lid erin voorziet, dat de rechthebbende of zijn kostwinner bijdraagt in de kosten van de in artikel 8 bedoelde geneeskundige verzorging moet deze bijdrageregeling zo zijn vastgesteld, dat zij geen te zware last vormt en dat zij aan de doelmatigheid van de geneeskundige en sociale bescherming geen afbreuk doet.

DEEL III. — UITKERINGEN WEGENS ZIEKTE

Art. 18. Elk Lid moet ten aanzien van de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit aan de beschermde personen overeenkomstig de voorgeschreven bepalingen de toekenning van ziekte-uitkeringen waarborgen.

Art. 19. Ten aanzien van de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit, moeten tot de beschermde personen worden gerekend :

(a) alle loontrekkenden, met inbegrip van de leerlingen;

(b) voorgeschreven groepen van het economisch actieve deel der bevolking, welke ten minste 75% uitmaken van het gehele economisch actieve deel der bevolking;

(c) alle ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit de grenzen, voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 24, niet overschrijden.

Art. 20. Wanneer een verklaring, afgelegd overeenkomstig artikel 2, van kracht is, moeten met betrekking tot de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit tot de beschermde personen worden gerekend :

(a) voorgeschreven groepen van loontrekkenden, welke ten minste 25 % uitmaken van het totale aantal loontrekkenden;

(b) voorgeschreven groepen van loontrekkenden in industriële ondernemingen, welke ten minste 50 % uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, werkzaam in industriële ondernemingen.

Art. 21. Het ziekengeld, bedoeld in artikel 18, moet worden verleend in de vorm van een periodieke betaling, berekend :

(a) overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 of artikel 23 wanneer loontrekkenden of groepen van het economisch actieve deel der bevolking beschermd worden;

(b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 24, wanneer alle ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit zekere voorgeschreven grenzen niet overschrijden, worden beschermd.

Art. 22. 1. Ten aanzien van elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is moet het bedrag van de uitkering, vermeerderd met het bedrag van de tijdens de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit verstrekte kinderbijslag zodanig zijn dat het voor de gerechtigde volgens standaard ten minste gelijk is aan 60 % van het totaal van de vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde en van het bedrag van de kinderbijslag verstrekt aan een beschermde persoon die dezelfde gezinslasten heeft als de gerechtigde volgens standaard.

2. De vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde worden overeenkomstig voorgeschreven regelen berekend; wanneer de beschermde personen volgens hun inkomsten uit arbeid zijn ingedeeld in klassen, kunnen deze vroegere inkomsten berekend worden naar het basisinkomen van de klasse waartoe zij hebben behoord.

3. Het bedrag van de uitkering of het arbeidsinkomen, dat voor de berekening van de uitkering in aanmerking wordt genomen, kan aan een maximum worden gebonden, mits dit maximum zodanig wordt vastgesteld, dat aan de bepalingen van lid 1 van dit artikel voldaan wordt, wanneer het vroegere arbeidsinkomen van de gerechtigde gelijk is aan of minder bedraagt dan het loon van een geschoolde mannelijke arbeider.

4. De vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde, het loon van de geschoolde mannelijke arbeider, de uitkeringen en de kinderbijslag moeten op dezelfde tijdsbasis berekend worden.

5. Voor de andere gerechtigden moet de uitkering zodanig worden vastgesteld dat deze in een redelijke verhouding staat tot die van de gerechtigde volgens standaard.

6. Voor de toepassing van dit artikel wordt als een geschoolde mannelijke arbeider aangemerkt :

(a) een bankwerker of een draaier in de bedrijfstak machinebouw, met uitzondering van die van elektrische apparaten;

(b) een geschoolde arbeider volgens standaard, zoals omschreven in de bepalingen van het volgende lid;

(c) een persoon, wiens arbeidsinkomen gelijk is aan of meer bedraagt dan het arbeidsinkomen van 75 % van alle beschermde personen, waarbij dat arbeidsinkomen wordt bepaald over een tijdvak van een jaar of over een korter tijdvak, naar gelang is voorgeschreven;

(d) een persoon wiens arbeidsinkomen gelijk is aan 125% van het gemiddelde arbeidsinkomen van alle beschermde personen.

7. Voor de toepassing van alinea (b) van het voorgaande lid wordt de geschoolde arbeider volgens standaard gekozen uit de klasse met het grootste aantal tegen de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit beschermde mannelijke personen in de bedrijfstak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen telt; daartoe wordt gebruik gemaakt van de internationale industriële standaardclassificatie van alle takken van economische bedrijvigheid, aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties in zijn zevende zitting op 27 augustus 1948, en in haar in 1968 gewijzigde vorm als bijlage bij dit Verdrag gevoegd, met inachtneming van de wijzigingen welke daarin eventueel nog worden aangebracht.

8. Wanneer de uitkering van streek tot streek verschilt, kan voor elke streek een geschoolde mannelijke arbeider worden gekozen overeenkomstig de bepalingen van de leden 6 en 7 van dit artikel.

9. Het loon van de geschoolde mannelijke arbeider, met inbegrip van eventuele duurtetoelagen, wordt vastgesteld op basis van het loon voor een normaal aantal arbeidsuren, vastgesteld hetzij bij collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij eventueel bij of krachtens de nationale wetgeving, hetzij krachtens gewoonte; wanneer de aldus vastgestelde lonen van streek tot streek verschillen en de bepalingen van het voorgaande lid niet worden toegepast, moet het gemiddelde loon worden genomen.

Art. 23. 1. Ten aanzien van elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is moet het bedrag van de uitkering, vermeerderd met het bedrag van de tijdens de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit verstrekte kinderbijslag zodanig zijn dat het voor de gerechtigde volgens standaard ten minste gelijk is aan 60% van het loon van een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider en van het bedrag van de kinderbijslag verstrekt aan een beschermde persoon die dezelfde gezinslasten heeft als de gerechtigde volgens standaard.

2. Het loon van de volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider, de uitkeringen en de kinderbijslag moeten naar dezelfde basis zijn berekend.

3. Voor de andere gerechtigden moet de uitkering zodanig worden vastgesteld dat deze in een redelijke verhouding staat tot die voor de gerechtigde volgens standaard.

4. Voor de toepassing van dit artikel wordt als ongeschoolde mannelijke arbeider aangemerkt :

(a) een ongeschoolde arbeider in de bedrijfstak machinebouw, met uitzondering van die van elektrische apparaten;

(b) een ongeschoolde arbeider zoals omschreven in de bepalingen van het volgende lid.

5. Voor de toepassing van alinea (b) van het voorgaande lid wordt de ongeschoolde arbeider gekozen uit de klasse met het grootste aantal tegen de in alinea (b) van artikel 7 bedoelde eventualiteit beschermde mannelijke personen in de bedrijfstak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen telt; daartoe wordt gebruik gemaakt van de internationale industriële standaardclassificatie van alle takken van economische bedrijvigheid aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties in zijn zevende zitting op 27 augustus 1948, en in haar in 1968 gewijzigde vorm als bijlage bij dit Verdrag gevoegd, met inachtneming van de wijzigingen welke daarin eventueel nog worden aangebracht.

6. Wanneer de uitkering van streek tot streek verschilt, kan voor elke streek een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider worden gekozen overeenkomstig de bepalingen van de leden 4 en 5 van dit artikel.

7. Het loon van de volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider met inbegrip van eventuele duurtetoelagen wordt vastgesteld op basis van het loon voor een normaal aantal arbeidsuren, vastgesteld hetzij bij collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij eventueel bij of krachtens de nationale wetgeving, hetzij krachtens gewoonte; wanneer de aldus vastgestelde lonen van streek tot streek verschillen en het voorgaande lid niet wordt toegepast, moet het gemiddelde loon worden genomen.

Art. 24. Met betrekking tot elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is :

(a) moet het bedrag van de uitkering worden vastgesteld volgens een voorgeschreven schaal of volgens een schaal, vastgesteld door het bevoegde overheidsorgaan, overeenkomstig voorgeschreven regelen;

(b) mag het bedrag van de uitkering slechts worden verminderd in de mate waarin de overige inkomsten van het gezin van de gerechtigde een voorgeschreven of door het bevoegde overheidsorgaan overeenkomstig voorgeschreven regelen vastgesteld substantieel bedrag te boven gaan;

(c) moet het totaal van de uitkering en de overige inkomsten na aftrek van het in de vorige alinea bedoelde substantiële bedrag voldoende zijn om aan het gezin van de gerechtigde gezonde en passende levensomstandigheden te verzekeren; het mag niet minder bedragen dan het bedrag van de uitkering, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 23;

(d) wordt aan de bepalingen van de voorgaande alinea geacht te zijn voldaan, indien het totaalbedrag van de krachtens dit Verdrag betaalde uitkeringen ten minste 30% meer bedraagt dan het totaalbedrag der uitkeringen, dat men zou verkrijgen bij toepassing van de bepalingen van artikel 23 en de bepalingen van alinea *b*) van artikel 19.

Art. 25. Wanneer de wettelijke regeling van een Lid het recht op ziekengeld, als bedoeld in artikel 18, afhankelijk stelt van het feit dat de beschermde personen een wachttijd moeten vervullen, moeten de voorwaarden van deze wachttijd zodanig zijn, dat personen die normaal tot de categorie van beschermde personen behoren, niet het genot van deze uitkering wordt ontnomen.

Art. 26. 1. Het ziekengeld als bedoeld in artikel 18, moet worden verleend tijdens de gehele duur van de eventualiteit; de duur van de uitkering mag evenwel beperkt worden tot ten minste 52 weken per ziektegeval, al naar is voorgeschreven.

2. Wanneer een ingevolge artikel 2 afgelegde verklaring van kracht is mag de duur van de uitkering van ziekengeld, zoals bedoeld in artikel 18, beperkt worden tot ten minste 26 weken voor ieder geval van onbekwaamheid, indien zulks is voorgeschreven.

3. Wanneer de wettelijke regeling van een Lid erin voorziet, dat het ziekengeld slechts mag worden verleend na afloop van een wachttijd, mag deze wachttijd niet langer zijn dan de eerste drie dagen van inkomstenderving.

Art. 27. 1. In geval van overlijden van een persoon die ziekengeld ontving of die aanspraak kon maken op ziekengeld, zoals bedoeld in artikel 18, moet overeenkomstig de voorgeschreven voorwaarden aan zijn nabestaanden, aan andere personen, die door hem werden onderhouden of aan degene, voor wiens rekening de begrafeniskosten zijn gekomen, een begrafenisuiterkering worden verleend.

2. Een Lid kan van de bepalingen in het voorgaande lid afwijken wanneer volgende voorwaarden gelden :

(a) het lid heeft de verplichtingen aanvaard van deel IV van het Verdrag betreffende uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom en aan nagelaten betrekkingen, 1967;

(b) het uitkeringspercentage van het ziekengeld, dat door zijn wettelijke regeling wordt verleend niet lager is dan 80% van het loon van de beschermde personen;

(c) de meerderheid van de beschermde personen de garantie hebben van een vrijwillige verzekering, die onder toezicht staat van de overheid en die voorziet in een begrafenisuiterkering.

DEEL IV. — GEZAMENLIJKE BEPALINGEN

Art. 28. 1. De uitkeringen waarop een beschermde persoon recht zou hebben gehad op grond van dit Verdrag, kunnen worden geschorst in een eventueel voor te schrijven mate :

(a) zolang de belanghebbende zich niet op het grondgebied van het Lid bevindt;

(b) zolang de belanghebbende voor dezelfde eventualiteit door een derde wordt schadeloos gesteld, tot het bedrag van deze schadeloosstelling;

(c) wanneer de belanghebbende getracht heeft op bedrieglijke wijze de desbetreffende uitkering te verkrijgen;

(d) wanneer de eventualiteit is veroorzaakt door een door de belanghebbende gepleegd misdrijf;

(e) wanneer de eventualiteit is veroorzaakt door een ernstig en opzettelijk verzuim van de belanghebbende;

(f) wanneer de belanghebbende zonder geldige reden nalaat gebruik te maken van de geneeskundige verzorging of van de revalidatiediensten die tot zijn beschikking staan, of wanneer hij de regelen niet nakomt welke zijn voorgeschreven voor het vaststellen van het bestaan van de eventualiteit of voor de gedragingen van de gerechtigde op uitkeringen;

(g) wanneer het ziekengeld, als bedoeld in artikel 18, betreft, zolang het onderhoud van de belanghebbende ten laste van de overheid of van een orgaan of dienst van sociale zekerheid komt;

(h) wanneer het ziekengeld, als bedoeld in artikel 18, betreft, zolang de belanghebbende andere sociale zekerheidsuitkeringen ontvangt — met uitzondering van gezinsbijslag — met dien verstande evenwel, dat het gedeelte van de uitkering dat geschorst wordt, niet hoger mag zijn dan het bedrag van de andere uitkeringen.

2. In voorgeschreven gevallen en binnen voorgeschreven grenzen, moet een deel van de uitkering die normaal zou zijn toegekend, betaalbaar worden gesteld aan de personen die ten laste van de belanghebbende komen.

Art. 29. 1. Een ieder die aanspraak maakt op een uitkering moet het recht hebben beroep in te stellen wanneer hem een uitkering wordt geweigerd of wanneer hij zich niet kan verenigen met de hoedanigheid of de omvang ervan.

2. Wanneer bij de toepassing van dit Verdrag het beheer van de geneeskundige verzorging is toevertrouwd aan een regeringsdepartement, dat verantwoording is verschuldigd aan een parlement, mag het recht van beroep als voorzien in het eerste lid van dit artikel, vervangen worden door het recht om een klacht, betreffende de weigering van geneeskundige verzorging of de hoedanigheid ervan door de bevoegde autoriteit te laten onderzoeken.

Art. 30. 1. Elk Lid moet een algemene verantwoordelijkheid aanvaarden wat betreft het verlenen van de krachtens dit Verdrag toegekende prestaties en neemt alle hiertoe dienende maatregelen.

2. Elk Lid moet een algemene verantwoordelijkheid aanvaarden voor een goede administratie van de instellingen en diensten die betrokken zijn bij de toepassing van dit Verdrag.

Art. 31. Wanneer de administratie niet wordt gevoerd door een op overheidsvoorschriften berustende instelling of door een regeringsdepartement dat verantwoording verschuldigd is aan een parlement :

(a) moeten vertegenwoordigers van de beschermde personen onder de voorgeschreven voorwaarden deelnemen aan het bestuur;

(b) moet de nationale wetgeving, in daarvoor in aanmerking komende gevallen voorzien in de deelneming van vertegenwoordigers van de werkgevers;

(c) kan de nationale wetgeving eveneens voorzien in de deelneming van vertegenwoordigers van de overheid.

Art. 32. Met betrekking tot het recht op de uitkeringen, voorzien in dit Verdrag, moet elk Lid op zijn grondgebied vreemdelingen, die er wonen of er gewoonlijk werken, op gelijke wijze behandelen als zijn eigen onderdanen.

Art. 33. 1. Wanneer een Lid :

(a) de verplichtingen van dit Verdrag zonder gebruikmaking van de afwijkingen en uitzonderingen, voorzien in artikel 2 en artikel 3, aanvaard heeft;

(b) over het geheel genomen gunstigere uitkeringen verstrekt dan die welke in dit Verdrag zijn voorzien en voor het totaal der uitgaven betrekking hebbend op geneeskundige verzorging en uitkeringen bij ziekte ten minste 4 % van zijn nationale inkomen besteedt;

(c) ten minste aan twee van de drie volgende voorwaarden voldoet :

(i) een percentage van het economisch actieve deel der bevolking beschermen, dat ten minste tien eenheden hoger is dan het vereiste percentage in artikel 10, alinea (b) en in artikel 19, alinea (b) of een percentage van het totaal der inwoners, dat ten minste tien eenheden hoger is dan het in artikel 10, alinea (c) vereiste percentage;

(ii) geneeskundige verzorging van genezende en preventieve aard waarborgen van een aanzienlijk hoger peil dan in artikel 13 is voorzien;

(iii) ziekengeld waarborgen tot een bedrag overeenkomende met een percentage, dat ten minste tien eenheden hoger is dan het percentage dat in de artikelen 22 en 23 is vastgesteld;

kan zulk een Lid na overleg met de meest representatieve organisaties van werkgevers en werknemers, zo deze bestaan, tijdelijk van sommige bepalingen van de delen II en III van dit Verdrag afwijken, mits dergelijke afwijkingen de wezenlijke waarborgen van dit Verdrag fundamenteel verminderen noch aantasten.

2. Ieder Lid dat gebruik heeft gemaakt van zodanige afwijkende bepalingen zal in de rapporten over de toepassing van dit Verdrag, die het ingevolge artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, de stand vermelden van zijn wetgeving en de uitvoering hiervan met betrekking tot deze afwijkende bepalingen en de vooruitgang welke het met het oog op de volledige toepassing van het Verdrag heeft gemaakt.

Art. 34. Dit Verdrag is niet van toepassing op :

(a) eventualiteiten die plaatsvonden voordat het Verdrag voor het betrokken Lid in werking is getreden;

(b) uitkeringen, toegekend voor eventualiteiten die plaatsvonden nadat het Verdrag voor het betrokken Lid in werking is getreden, voor zover het recht op deze uitkeringen voortvloeit uit tijdvakken voorafgaande aan de datum van genoemde inwerkingtreding.

DEEL V. — EINDBEPALINGEN

Art. 35. Dit Verdrag herziet het Verdrag betreffende de ziekteverzekering (in de industrie), 1927, en het Verdrag betreffende de ziekteverzekering (van landarbeiders), 1927.

Art. 36. 1. Overeenkomstig de bepalingen in artikel 75 van het Verdrag betreffende de sociale zekerheid (minimumnormen), 1952, houdt deel III van dat verdrag en de overeenkomstige bepalingen van de andere delen van genoemd verdrag op van toepassing te zijn voor ieder Lid dat dit Verdrag bekrachtigt van de datum af, waarop de bepalingen van dit Verdrag dit Lid binden, mits geen verklaring, ingevolge artikel 3, van kracht is,

2. De aanvaarding van de verplichtingen van dit Verdrag zal voor de toepassing van artikel 2 van het Verdrag betreffende de sociale zekerheid (minimumnormen), 1952, worden beschouwd, mits geen verklaring ingevolge artikel 3 van kracht is, als aanvaarding van de verplichtingen van deel III en de overeenkomstige bepalingen van andere delen van genoemd Verdrag.

Art. 37. Wanneer zulks wordt bepaald in een later door de Conferentie aangenomen verdrag, hetwelk betrekking heeft op een of meer van de in dit Verdrag behandelde onderwerpen, houden de bepalingen van dit Verdrag welke in het nieuwe verdrag worden gespecificeerd, op van toepassing te zijn op ieder Lid, dat dit laatste verdrag heeft bekrachtigd vanaf de datum waarop dit Verdrag voor het betrokken Lid in werking treedt.

Art. 38. De formele bekrachtigingen van dit verdrag zullen meegedeeld worden aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en deze zullen door hem worden geregistreerd.

Art. 39. 1. Dit verdrag zal slechts de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie binden waarvan de bekrachtiging zal worden geregistreerd door de Directeur-Generaal.

2. Dit verdrag zal van kracht zijn twaalf maanden nadat de bekrachtigingen van twee Leden geregistreerd zullen worden door de Directeur-Generaal.

3. Bijgevolg zal dit verdrag voor elk Lid van kracht zijn twaalf maanden na de datum waarop de registratie van de bekrachtiging zal hebben plaatsgevonden.

Art. 40. 1. Ieder lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd, kan het opzeggen na afloop van een termijn van tien jaar na de datum waarop het Verdrag voor het eerst in werking is getreden, door middel van een aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau gerichte en door hem geregistreeerde verklaring. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar na de datum waarop zij is geregistreeerd.

2. Ieder Lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd en binnen een jaar na afloop van de termijn van tien jaren als bedoeld in het vorig lid geen gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging bedoeld in dit artikel, zal voor een nieuwe termijn van tien jaren gebonden zijn en zal daarna dit Verdrag kunnen opzeggen na afloop van elke termijn van tien jaren op de voorwaarden, voorzien in dit artikel.

Art. 41. 1. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal alle Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie in kennis stellen van de registratie van alle bekrachtigingen en opzeggingen welke hem door de Leden van de Organisatie zijn medegedeeld.

2. Bij de kennisgeving aan de Leden van de Organisatie van de tweede aan hem medegedeelde bekrachtiging, zal de Directeur-Generaal de aandacht vestigen van de Leden van de Organisatie op de datum waarop dit Verdrag in werking zal treden.

Art. 42. De directeur-generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, ter registratie, in overeenstemming met artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, de volledige bijzonderheden mededelen omtrent alle bekrachtigingen en opzeggingen die hij overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande artikelen zal hebben geregistreeerd.

Art. 43. De Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau zal, telkens wanneer hij dat noodzakelijk zal achten, aan de Algemene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing van dit Verdrag en de Raad zal onderzoeken of het wenselijk is een gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag op de agenda van de Conferentie te plaatsen

Art. 44. 1. Indien de Conferentie een nieuw Verdrag zou aannemen, houdende gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag, tenzij het nieuwe Verdrag anders bepaalt :

(a) zou de bekrachtiging door een Lid van het nieuwe verdrag, houdende herziening, ipso iure onmiddellijke opzegging brengen van het onderhavige Verdrag mede, niettegenstaande het bepaalde in artikel 40 van dit Verdrag, onder voorbehoud evenwel, dat het nieuwe verdrag, houdende herziening, van kracht is geworden;

(b) zou dit verdrag, vanaf de datum van de inwerkingtreding van het nieuwe verdrag houdende herziening, niet meer kunnen geratificeerd worden door de Leden .

2. Dit verdrag zou in elk geval in zijn vorm van kracht blijven voor de Leden die het geratificeerd zouden hebben en die het verdrag houdende herziening niet zouden ratificeren .

Art. 45. De Franse en de Engelse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk gezaghebbend.

Bijlage

INTERNATIONAAL CLASSIFICATIEMODEL, PER INDUSTRIE, VAN ALLE TAKKEN VAN ECONOMISCHE ACTIVITEIT (Herzien in 1969)

Nomenclatuur van de takken, categorieën en klassen

Categorieën	Klasse	
<i>Tak 1. – Landbouw, jacht, bosbouw en visvangst</i>		
11		Landbouw en jacht.
	111	Landbouwproductie en veeteelt.
	112	Bijbehorende activiteiten van de landbouw.
	113	Jacht, vangst en het uitzetten van wild.
12		Bosbouw en bosexploitatie.
	121	Bosbouw.
	122	Bosexploitatie.
13	30	Visvangst.
<i>Tak 2. – Extractieve industrieën</i>		
21	210	Winning van steenkool.
22	220	Productie van ruwe aardolie en aardgas.
23	230	Winning van metaalhoudende mineralen.
29	290	Winning van andere mineralen.
<i>Tak 3. – Fabrieksindustrieën</i>		
31		Fabricatie van voedingsproducten, dranken en tabak.
	311-312	Voedingsindustrieën.
	313	Fabricatie van dranken.
	314	Tabaksindustrie.
32		Textiel-, kleding- en lederindustrieën.
	321	Textielindustrie.
	322	Fabricatie van kledingartikelen, exclusief schoenen.
	323	Industrie van leder, lederartikelen en artikelen in ledervervangers, en bont, exclusief schoenen en kledingartikelen.
	324	Fabricatie van schoenen, exclusief schoenen in gevulkaniseerd of gegoten rubber en schoenen in plastic.
33		Houtindustrie en fabricatie van houtwerken, met inbegrip van meubels.
	331	Houtindustrieën en fabricatie van houtwerken en kurkwerken, exclusief meubels.
	332	Fabricatie van meubels en accessoires, exclusief meubels en accessoires die hoofdzakelijk uit metaal gemaakt zijn.

34		Fabricatie van papier en papierartikelen; drukkerij en uitgave.
	341	Fabricatie van papier en papierartikelen.
	342	Drukkerij, uitgave en bijbehorende industrieën.
35		Chemische industrie en fabricatie van chemische producten, van derivaten van olie en steenkool, en rubberwerken en werken in plastic.
	351	Chemie-industrie.
	352	Fabricatie van andere chemische producten.
	353	Olieraffinaderijen.
	354	Fabricatie van diverse derivaten van olie en steenkool.
	355	Rubberindustrie.
	356	Fabricatie van plasticen werken niet elders geclassificeerd.
36		Fabricatie van niet metalen mineraalproducten, exclusief derivaten van olie en steenkool.
	361	Fabricatie van zandsteen, porselein en aardewerken.
	362	Glasindustrie.
	369	Fabricatie van andere niet metalen mineraalproducten.
37		Basis metaalindustrie.
	371	Staalindustrie en de eerste verwerking van gietijzer, ijzer en staal.
	372	Productie en eerste verwerking van niet ijzerhoudende metalen.
38		Fabricatie van metaalwerken, van machines en van materiaal.
	381	Fabricatie van metaalwerken, exclusief machines en materiaal.
	382	Constructie van machines, exclusief elektrische machines.
	383	Fabricatie van elektrische machines, apparaten en benodigdheden.
	384	Constructie van transportmateriaal.
	385	Fabricatie van medisch en chirurgisch materiaal, precisie-instrumenten, metings- en controleapparaten, niet elders geclassificeerd, fotografisch materiaal en optische instrumenten.
39	390	Andere fabrieksindustrieën.

Tak 4. – Elektriciteit, gas en water.

41	410	Elektriciteit, gas en stoom.
42	420	Installaties van waterdistributie en openbare distributie van water.

Tak 5. – Gebouw en openbare werken

50	500	Gebouwen en openbare werken.
----	-----	------------------------------

Tak 6. – Groot- en kleinhandel; restaurants en hotels

61	610	Groothandel.
62	620	Kleinhandel.
63		Restaurants en hotels.
	631	Restaurants en drankgelegenheden.
	632	Hotels, gemeubileerde hotels en analoge etablissementen; campingterreinen.

Tak 7. – Transport, opslag en mededelingen

71		Transport en opslag.
	711	Transport ter land.
	712	Transport over het water.
	713	Luchttransport.
	719	Ondersteunende vervoersdiensten.
72	720	Mededelingen.

Tak 8. – Bank, verzekeringen, zaken in onroerende goederen en geleverde diensten aan de ondernemingen

81	810	Financiële instellingen.
----	-----	--------------------------

82	820	Verzekeringen.
83		Zaken in onroerende goederen en geleverde diensten aan de ondernemingen.
	831	Zaken in onroerende goederen.
	832	Geleverde diensten aan ondernemingen, exclusief de huur van machines en materiaal.
	833	Huur van machines en materiaal.

Tak 9. – Diensten geleverd aan de gemeenschap, maatschappelijke diensten en eigen diensten

91	910	Openbaar bestuur en Landsverdediging.
92	920	Gezondheidsdiensten en analoge diensten.
93		Maatschappelijke diensten en samenhangende diensten geleverd aan de gemeenschap.
	931	Onderwijs.
	932	Wetenschappelijke instituten en onderzoekscentra.
	933	Medische diensten, tandheelkundige diensten en andere gezondheidsdiensten, en veterinaire diensten.
	934	Maatschappelijk werk.
	935	Handelsverenigingen, beroepsverenigingen en vakbondsverenigingen.
	939	Andere maatschappelijke diensten en samenhangende diensten geleverd aan de gemeenschap.
94		Recreatieve diensten en bijbehorende culturele diensten.
	941	Cinematografische films en andere recreatieve diensten.
	942	Bibliotheken, musea, botanische tuinen en dierentuinen en andere culturele diensten niet elders geclassificeerd.
	949	Vermaak en recreatieve diensten niet elders geclassificeerd.
95		Geleverde diensten aan particulieren en gezinnen.
	951	Reparatiediensten niet elders geclassificeerd.
	952	Wasserij, stomerij.
	953	Huishoudelijke diensten.
	959	Diverse eigen diensten.
96	960	Internationale organisaties en andere extraterritoriale instellingen.

Tak 0. – Slecht toegewezen activiteiten

0	000	Slecht toegewezen activiteiten.
---	-----	---------------------------------

De voorgaande tekst is de authentieke tekst van het Verdrag, naar behoren aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie in haar Drieënvijftigste Zitting, gehouden te Genève en voor gesloten verklaard op 25 juni 1969.

Ten blijke waarvan hebben ondertekend op deze vijftiende dag van juni 1969.

De Voorzitter van de Conferentie,

J. MÖRI

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau,

David A. MORSE

Brussel, 20 maart 2015.

De Voorzitster,

De Secretaris,

De Griffier,

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

Brussel, 2 april 2015.

Fadila LAANAN

Minister-president van het College.

Rudi VERVOORT

Collegelid

Cécile JODOGNE

Collegelid

Didier GOSUIN

Collegelid

Céline FREMAULT

Collegelid